

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Karl Marx et les Syndicats (N. Riazanov). — L'organisateur de la Victoire : Léon Trotsky (Karl Radek). — La décomposition du menchevisme (Michel Léon). — La question de la Ruhr (E.

Varga). — Accumulation et impérialisme (Lucien Revo). — La Franc-Maçonnerie et Mussolini (Nicolas Bombacci). — Chronique internationale : Tchéco-Slovaquie (J.-S. Lan).

Karl Marx et les Syndicats

QUAND Marx fut convaincu que le régime capitaliste ne pourrait être anéanti qu'avec l'organisation révolutionnaire de la classe intéressée et que cette classe était, dans la société bourgeoise, le prolétariat, poussé par toutes ses conditions d'existence à la lutte contre le capitalisme — il entreprit d'étudier l'histoire du prolétariat.

Quels éléments forment la classe ouvrière ? Dans quelles conditions historiques se différencie-t-elle des autres classes de la société bourgeoise ? Sous quelle forme s'organise-t-elle en classe distincte ? Cherchant une réponse à ces questions, Marx arriva tout de suite à l'étude des syndicats.

Il est vrai qu'on ne pouvait, vers 1845, trouver des syndicats complètement formés qu'en Angleterre (*trades-unions*) ; encore n'y étaient-ils point sortis de la phase primitive, relativement diffuse, d'organisation. Les socialistes d'alors les dédaignaient ou nourrissaient à leur égard une grande défiance, les considérant comme une dépense inutile de forces et de moyens. Les savants bourgeois n'y voyaient qu'une initiative de gens ignorants, vouée à l'échec parce qu'en contradiction avec les « lois éternelles » de l'économie politique.

Il fallait une perspicacité géniale pour apercevoir, dans ces faibles embryons du mouvement syndical, les premières cellules de l'organisation de la classe ouvrière. Dès 1847, dans sa polémique contre Proudhon qui déniait toute signification aux *coalitions* ouvrières, Marx indique pourtant que les syndicats sont un produit aussi inévitable de la grande industrie que la classe ouvrière elle-même. Leur degré de développement dans un pays indique le mieux la place occupée par ce pays dans la hiérarchie du marché mondial.

« C'est sous la forme des coalitions qu'ont tou-

jours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux.

« La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — *coalition*. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour voir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui des salaires. » (1).

Les syndicats combattent opiniâtement les capitalistes. Parfois ils sortent vainqueurs de la lutte, mais alors la victoire leur a coûté cher. Pour en conserver les fruits, ils doivent affermir leur organisation. Le résultat principal de leur action ce n'est pas le succès immédiat, c'est la cohésion croissante de l'organisation. Dans l'action — véritable guerre civile — se rassemblent et se développent tous les éléments indispensables des futures grandes batailles. Peu à peu s'élargit le champ même de la lutte. Elle en arrive enfin à embrasser les milieux les plus actifs de la classe ouvrière. Elle devient alors la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, or, toute lutte de classes est forcément une lutte politique, c'est-à-dire une lutte pour le pouvoir.

Nous trouvons dans le *Manifeste Communiste* la

(1) Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, p. 216-217 de l'édition française.

même pensée exprimée dans des termes légèrement différents. Examinant le développement historique du prolétariat le *Manifeste* mentionne son organisation syndicale.

La lutte du prolétariat, dit-il en substance, commence avec son existence. D'abord les ouvriers luttent isolément ; puis ceux d'une même entreprise se groupent ; puis ceux d'une même industrie dans une localité donnée, s'unissent contre certains exploiters. Peu à peu, des coalitions de plus en plus larges se forment, défendant les salaires. Des associations permanentes sont enfin créées, pour soutenir les travailleurs dans les moments de lutte active. A une certaine heure, l'organisation professionnelle ou locale devient politique et embrasse toute la classe ouvrière du pays.

Après la révolution de 1848-49, Marx dut s'installer pour longtemps en Angleterre. Il eut ainsi la possibilité d'observer sur place la phase nouvelle du mouvement syndical anglais. Les chartistes, parti politique de la classe ouvrière, avaient partagé la défaite du prolétariat européen. Les ouvriers anglais s'en étaient pourtant remis les premiers. Et, vers 1860, ils recommençaient à combattre énergiquement pour les trades-unions désormais à la tête du mouvement gréviste. Leurs succès provoquaient même un certain engouement en faveur des syndicats, considérés par d'aucuns comme la seule et la plus efficace des formes du mouvement ouvrier.

Marx, à ce moment, étudiait la société capitaliste. Il avait déjà réussi à pénétrer le mystère de l'exploitation bourgeoise et à éclairer le processus de formation de la *plus-value* (bénéfice). A l'opposé des économistes bourgeois, il avait établi que le salaire n'est que le résultat d'une transformation de la valeur de la main-d'œuvre — ou force de travail — vendue par les ouvriers aux capitalistes. En obligeant l'ouvrier à travailler plus de temps qu'il n'en faut pour récupérer la valeur de la main-d'œuvre achetée, le fabricant reçoit une certaine quantité de *plus-value*. Entre les capitalistes et les ouvriers une lutte incessante se livre autour de ce travail supplémentaire et des salaires. Cette lutte, pour la diminution de la journée de travail et la conservation des salaires, est soutenue chez les ouvriers par l'organe des syndicats qui leur permettent d'opposer au patronat leur force collective. Mais elle a des limites bien définies, posées par le mécanisme même de la société capitaliste. Tant que la main-d'œuvre reste une marchandise, son prix ne peut s'élever que dans de certaines limites. Et si l'on prend une moyenne — observée au cours d'un certain nombre d'années, pendant lesquelles la production capitaliste traverse différentes phases de calme, d'animation, de prospérité, de krach, de stagnation — on voit que le salaire ne s'élève jamais au point de permettre à l'ouvrier de se libérer de la nécessité de vendre son travail.

Peu après 1860, les ouvriers anglais arrivaient à la conviction qu'il était indispensable d'élargir les bases de leur organisation, d'achever et d'affermir la liaison avec les ouvriers étrangers, français et belges d'abord. Le résultat de ces efforts

fut la I^{re} Association Internationale des Travailleurs, à la fondation de laquelle participa Marx (1864). Marx eut ainsi l'occasion d'entrer pratiquement et étroitement en contact avec les trades-unions anglaises dont les leaders les plus en vue appartinrent au Conseil Général de l'Internationale. Avec eux participaient au mouvement les membres des anciennes organisations socialistes et politiques, les disciples d'Owen, les chartistes, les coopérateurs, qui étaient loin de comprendre l'importance du mouvement syndical.

Marx tira parti de ces désaccords et, au cours de l'été de 1865, fit une conférence sur le rôle des syndicats ou des trades-unions dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et sur les limites assignées à l'efficacité de leur action (1).

Marx exposa les fondements de sa théorie de la valeur et de la plus-value, exposa les lois qui, dans une société capitaliste, régissent les salaires, les rapports nécessaires entre les prix, les salaires et les bénéfices. Il montra combien étaient puériles les objections des membres du Conseil Général, adversaires du mouvement gréviste et des trades-unions qui le dirigeaient, parce que, disaient-ils, « la hausse des salaires devait forcément avoir pour conséquence celle des prix et ne servait donc à rien. »

Mais, montrant la nécessité du mouvement syndical, Marx s'insurgea tout de suite contre les trades-unionistes enclins à exagérer le pouvoir de leurs organisations.

« Ils ne doivent pas oublier — disait le créateur du socialisme scientifique — qu'ils ont affaire avec les conséquences et non avec les causes, qu'ils peuvent constituer un frein, mais ne peuvent modifier l'orientation du mouvement économique, qu'ils n'apportent que des palliatifs et n'atteignent pas la cause du mal. Ils ne doivent donc pas consacrer toute leur force à cette inévitable *guerilla*, constamment provoquée par les excès de l'exploitation et les fluctuations du marché. Au lieu d'un *juste salaire pour une juste journée de travail*, ils devraient inscrire sur leur drapeau cette revendication révolutionnaire : « *Abolition du salariat.* »

Les syndicats, utiles comme centres de résistance aux exagérations du capital, sont impuissants dans la mesure où ils se contentent de ne faire qu'une guerre de partisans à l'ordre capitaliste. Sans renoncer à cette action quotidienne ils doivent travailler à la transformation de la société capitaliste, faire de leur force organisée un levier de l'émancipation définitive de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'abolition du salariat.

Le premier congrès ouvrier international se réunit à Genève en 1866. Marx écrivit, pour ce congrès, sur la demande du Conseil Général, une motion détaillée sur les syndicats.

Comme ce document nous donne l'exposé le plus complet de sa pensée sur la question, nous le ci-

(1) Elle a été traduite en français par Ch. Longuet, sous le titre : *Salaires, Prix et Profits*

tions ici en entier, d'après l'original anglais rédigé par Marx lui-même (1) :

6. Société ouvrières (trades-unions), leur passé, leur présent, leur avenir.

a) LEUR PASSE :

Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens que lui attribue une société plaçant les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre. Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux-mêmes. Les trades-unions (association de métiers) originaires sont nées des essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des trades-unions est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail. Une telle activité est non seulement légitime, elle est encore nécessaire (2). On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure ; au contraire, les trades-unions doivent généraliser leur action en se combinant.

D'un autre côté, les trades-unions ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen-âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les trades-unions, dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité, comme organes de transformation du système de travail salarié et de la dictature capitaliste.

b) LEUR PRESENT :

Les trades-unions s'occupent trop exclusivement des luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système capitaliste lui-même. Néanmoins, dans ces derniers temps, elles ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Exemple, la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des différents délégués des trades-unions tenue à Sheffield :

« Cette conférence, appréciant à leur juste va-

(1) Le texte que nous donnons ici est le texte même qui fut lu à Genève, en français, par Eugène Dupont, au nom du Conseil général. Nous l'empruntons à l'ouvrage de James Guillaume, *l'Internationale*, t. IV, p. 332-333.

(2) Cette dernière phrase, que nous rétablissons, a été sautée dans le texte français lu au Congrès de Genève.

« leur les efforts faits par l'Association Internationale des Travailleurs pour unir dans un lien fraternel les ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les sociétés représentées de s'affilier à cette Association, dans la conviction que l'Association Internationale forme un élément nécessaire pour le progrès et la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

c) LEUR AVENIR :

A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir consciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les non-society men (hommes ne faisant pas partie des sociétés), en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Cette motion indique en réalité le point d'arrivée de la pensée de Marx sur le mouvement syndical. C'est en tout cas le dernier document dans lequel il l'ait exprimée.

Nous voyons qu'il y souligne la nécessité, la légitimité et la fécondité du mouvement syndical.

Mais nous voyons aussi qu'il y souligne les limites assignées à cette forme du mouvement ouvrier par la société capitaliste. Rien n'est dit dans cette résolution du rôle du parti politique de la classe ouvrière parce que l'ordre du jour du Congrès de Genève et les circonstances avaient avant tout dicté la motion citée. Il y est d'ailleurs souligné que les syndicats ont le devoir de soutenir tout mouvement social et politique tendant à l'émancipation totale de la classe ouvrière et qu'ils ne doivent pas devenir des organisations « étroites », « égoïstes ». La question de la neutralité syndicale ne s'y pose donc pas. Cette motion n'est pas non plus syndicaliste. Les syndicats ne sont, comme Marx l'avait déjà exposé dans *Misère de la Philosophie*, que des centres d'organisation de la classe ouvrière, la forme primitive de son organisation de classe et nullement les centres d'organisation, les premières cellules de la future société socialiste. Le mouvement syndical n'est qu'une des formes, un des degrés de l'organisation du prolétariat dont le but est de faire de celui-ci la classe dominante. Ecoles du communisme, étendant son influence à tous les producteurs, les syndicats constituent la base la plus large et la plus solide de la dictature du prolétariat c'est-à-dire du prolétariat organisé en tant que classe dirigeante.

N. RAZIANOV.